

**Avenant du 21 juin 2010 à l'accord du 9 juillet 1992  
relatif aux rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG)**

Entre l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie Valenciennois et l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie du Cambrésis, d'une part

Et

Les organisations syndicales de salariés soussignées, d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

A l'instar de l'Accord National du 19 juin 2007, les parties signataires du présent accord considèrent que l'Industrie Française, en particulier la Métallurgie, nécessite une véritable mobilisation pour que, tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences et qualités propres et y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général. Elles rappellent l'importance du respect de la mixité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les parties signataires rappellent également que le présent accord sur les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) ne peut avoir pour conséquence d'interférer sur les négociations dans les entreprises.

**Article 1 -**

Le présent avenant a pour objet de déterminer, en application et dans le cadre de l'accord du 9 juillet 1992, les Rémunérations Annuelles Hiérarchiques Garanties (RAHG) à partir de l'année 2009 dans les entreprises relevant du champ d'application territorial et professionnel de la Convention Collective des Industries Métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

**Article 2 -**

Le barème des Rémunérations Annuelles Hiérarchiques Garanties (RAHG) est établi sur la base de 151,67 heures, correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il figure en annexe du présent avenant et a pour objet exclusif d'apporter à l'ensemble des salariés des entreprises concernées la garantie de rémunérations minimales annuelles.

Le barème sera adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

**Article 3 -**

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

**Article 4 -**

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats greffes des Conseils de Prud'hommes de Valenciennes et Cambrai conformément à l'article L. 2231-6 du Code du Travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 21 juin 2010.

Pour l'UIMM Valenciennois

Pour l'UIMM Cambrésis

Pour la CGT/FO  
Valenciennes

Pour la CGT/FO  
Cambrai

Pour la CFDT Valenciennes / Cambrai

Pour la CFTC Valenciennes / Cambrai

Pour la CFE/CGC  
Valenciennes

Pour la CFE/CGC  
Cambrai

Pour la CGT  
Valenciennes

Pour la CGT  
Cambrai